

Actions		UN GP's B&HR	SDGs	Autorité responsable/compétente		Etat des lieux du PAN « Entreprises et Droits de l'Homme » (brève description)		
<p>L'adoption de la loi du 12.05.2019 portant création d'un Institut fédéral pour la protection et la promotion des droits humains est une véritable accélération en vue de la mise en place d'un Institut National des Droits de l'Homme conforme aux principes de Paris. Il s'agit donc d'un organe indépendant, chargé de promouvoir et défendre les droits humains en Belgique. Il vient compléter le travail des organes sectoriels existants déjà (UNIA, MYRIA, ...), dans les secteurs qu'ils ne couvrent pas (droits économiques, sociaux et culturels, discriminations linguistiques etc.). La mise en place d'une telle institution est en effet nécessaire pour combler les lacunes et les limites de l'architecture institutionnelle actuelle en matière de protection des droits fondamentaux.</p> <p>Il s'agit d'une accélération vers la concrétisation des engagements pris par la Belgique lors des examens périodiques universels ainsi que dans la réponse aux recommandations de plusieurs mécanismes internationaux de contrôle des droits fondamentaux pour la mise en place d'un Institut national des droits de l'Homme conforme aux principes de Paris. Au niveau national, cet engagement figurait dans le dernier accord de Gouvernement Michel I ainsi que dans le 1^{er} PAN.</p>								
		pilier	PO		2017	2018	2019	
1	Elaborer une boîte à outils destinée aux entreprises et organisations concernant les Droits de l'Homme	I	PO 3	5-8-12-16	IFDD GT RSO de la CIDD Région Wallonne Région Flamande	L'IFDD a lancé un marché (PNSPP) fin 2017. Aucune offre n'a été réceptionnée. Plusieurs organisations ont néanmoins marqué leur grand intérêt mais n'ont pas eu le temps de rédiger une offre de qualité dans le délai imparti. 4 universités belges et 2 bureaux d'experts en RS ont été consultés. En concertation avec les membres du GT RSE de la CIDD, l'IFDD relancera le marché début 2018. Sur proposition du GT, la liste des prestataires sera complétée et le cahier des charges peaufiné en tenant compte des remarques formulées. La livraison de la boîte à outils reste quant à elle inchangée soit au plus tard octobre 2018.	IFDD & GT RSE de la CIDD L'IFDD a relancé un marché portant sur le développement d'une boîte à outils « Droits de l'Homme ». Cette boîte à outils vise à fournir un ensemble d'instruments accessibles pour guider les organisations (et leurs parties prenantes) dans leurs obligations en matière de Droits de l'Homme, dans le cadre de leurs activités. Cet projet a été confié à l' University of Antwerp en consortium avec IPIS Research . Après plus de 6 mois de recherche, de consultation des parties prenantes et de développement technique, la boîte à outils, disponible en 3 langues, a été mise en ligne le 1er novembre 2018. Son lancement officiel a eu lieu le 10 décembre 2018, jour de commémoration des 70 ans de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. FR : https://entreprises-droitshomme.be/ NL : https://bedrijven-mensenrechten.be/ EN : https://business-humanrights.be/	IFDD & GT RSE de la CIDD En 2019, la diffusion passive et active s'est poursuivie. Les membres du GT RS et des acteurs clés de la RS et du Développement durable belge ont poursuivi la diffusion auprès de leurs membres/réseau comme CIFAL_UNITAR ou encore la fédération d'entreprises flamandes VOKA. Le monde académique et les Gouvernements voisins continuent de marquer leur intérêt pour la Toolbox belge. En particulier certaines institutions suisses et espagnoles. Durant l'année 2019, le taux de fréquentation a été assez régulier mais nous ne pouvons le comparer par manque de références. Cependant, les chiffres nous enseignent que les visiteurs reviennent rarement, le taux de retour est de 4.1%.
2	Elaborer une brochure sur les mécanismes de réparation liés à l'autorité publique	III	PO 26 & 27	16	IFDD	Les actions 2 et 3 ont été mises en œuvre conjointement via deux marchés : L'IFDD a lancé : <ul style="list-style-type: none"> un premier marché public portant sur la réalisation (I.) d'une étude exhaustive sur les mécanismes recours étatiques existants, (II.) d'une brochure pratique disponible en 4 langues destinée aux (représentants des) victimes et acteurs concernés et un rapport de recommandations pour lever les obstacles qui peuvent être une entrave au recours effectif a été réalisé. 	IFDD & GT RSE de la CIDD *La thématique « Accès aux voies de recours » ayant été très dynamique au niveau national et international, une actualisation du contenu de la brochure a été nécessaire. Cette actualisation a porté principalement sur l'ajout de nouveaux mécanismes adoptés dans le courant 2018. A cette occasion, un re-lifting de la forme a également été opéré, répondant ainsi aux remarques formulées par les utilisateurs (juin 2018). Nouvelles versions (en 4 langues) disponibles sur : https://www.developpementdurable.be/sites/default/files/content/fr_brochure_droits_de_lhomme_062018.pdf *Après évaluation des suites à réserver au rapport de recommandations, portant sur la levée des obstacles qui peuvent être une entrave au recours effectif, réalisé par les experts académiques belges, ce dernier a été diffusé auprès des parties prenantes demandeuses et publié sur le site de l'IFDD. L'objectif étant de lui assurer une visibilité et de servir de source d'inspiration à la préparation des politiques futures. *Sur la base des Principes directeurs des Nations Unies de 2011, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté la Recommandation CM/Rec(2016)3 sur les Droits de l'Homme et les entreprises , un nouvel instrument qui offre des recommandations plus ciblées pour aider les Etats membres à prévenir et corriger les atteintes aux Droits de l'Homme commises par les entreprises, et met l'accent sur les mesures visant à inciter les entreprises à respecter les Droits de l'Homme.	
3	Formulation de recommandations en vue d'améliorer l'accès à un mécanisme de réparation judiciaire	III	PO 26 & 27	16	IFDD	<ul style="list-style-type: none"> Cette triple mission a été confiée à l'équipe du Professeur Wouter Vandenhoele, expert académique « Droits de l'Homme » à l'Université d'Anvers. Livraison finale juillet 2017 un deuxième marché public (réservé au secteur de l'économie sociale) portant sur la mise en page, le graphisme et l'impression de la brochure (II.) dans les 4 langues. Cette mission a été confiée à IMPRIBEAU. Livraison des brochure en 4 langues en version papier et online en novembre 2017 		
4	Promouvoir les initiatives qualitatives existantes relatives aux Droits de l'Homme et à la responsabilité sociétale	I	PO 3	5-8-12-16	IFDD GT RSO de la CIDD Région Wallonne Région Flamande	Le Point de contact national de l'OCDE du SPF Economie, en collaboration avec le SPF Justice, la Fédération des Entreprises Belges et la Belgium International Chamber of Commerce, a organisé divers événements d'information et de sensibilisation à la lutte contre la corruption dans et par les entreprises nationales et internationales. Des guides pratiques ont également été publiés : <ul style="list-style-type: none"> Guide anticorruption pour les entreprises belges à l'étranger : Pour mieux se conformer aux règles de lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales. Guide anticorruption pour les PME : Une PME de confiance rejette la corruption : pourquoi, comment ? Le PCN en fait la promotion via l'organisation des événements suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Table ronde sur la diligence raisonnable dans le secteur agricole (05/2016) - Table ronde sur la diligence raisonnable dans le secteur minier et extractif (10/2016) - Conférence de lutte contre la corruption (12/2016) - Table ronde sur la diligence raisonnable dans le secteur financier (10/2017) - Conférence de lutte contre la corruption ciblage PME (12/2017) - Table ronde sur la diligence raisonnable dans le secteur textile (1^{er} semr - 2019) - Table ronde sur la diligence raisonnable multisectorielle (2^{ème} sem - 2019) Région Bruxelles-Capitale :	IFDD & GT RSE de la CIDD A travers le développement de la Toolbox (voir action 1), l'IFDD sensibilise et promeut les initiatives qualitatives existantes, qu'elles soient nationales et internationales. Cette Toolbox en ligne, développée dans un souci d'accessibilité à tous, est disponible en 3 langues et lisible par les personnes porteuses de handicap (label AnySurfeur). La Toolbox étant un répertoire organisé des instruments pertinents et inspirants pour les entreprises/organisations afin de les aider à ancrer le respect des Droits de l'Homme dans leurs activités en générale. Région Flamande : En 2016, 2017 et 2018, la ministre Homans a lancé un "appel de projets en matière de RSE" afin d'encourager les organisations intermédiaires / du secteur à incorporer la RSE dans leur organisation de manière structurelle. 34 projets ont été soutenus dans ce sens et traitent divers défis: application des objectifs de développement durable, coopération en matière de développement durable, chaînes internationales durables, développement durable adapté à différents secteurs, ... Deux promoteurs se concentrent explicitement sur le commerce international et les Droits de l'Homme. FEBENAT (projet Fair Natural Stone) et Flanders Investment & Trade (brochure révisée "Compass for Sustainable International Business"). - Febenat: Fair Natural Stone est une initiative de la Fédération des entreprises de pierre naturelle de Belgique. Elle vise à faire respecter un code de conduite (élaboré sur la base des directives de l'OIT, de l'ONU et de l'OCDE) dans les entreprises et les carrières indiennes participantes. Ce projet est en cours depuis près de 2 ans. - FIT: "Rendre le commerce international durable". Cette publication contient les principes de base de la RSE, l'approche et les informations existantes pour guider les entreprises flamandes actives sur le plan international dans la multitude de codes, directives et sources d'informations sur le commerce international durable et socialement responsable. Dans le même temps, les objectifs de développement durable (ODD) ont été traduits en directives pratiques pour l'entrepreneur international flamand et, sur la base d'exemples pratiques, il lui est montré pas à pas comment ces ODD peuvent être intégrés dès le départ dans une	SPF Economie : Workshops thématiques du PCN OCDE belge Une table ronde sur la diligence raisonnable dans le secteur textile s'est tenue en mars 2019. Région Flamande : TruStone: Initiative pour la pierre naturelle équitable Les parties prenantes en Flandre et aux Pays-Bas (entreprises du secteur de la pierre naturelle, gouvernement flamand, gouvernement néerlandais, ONG et syndicats) ont lancé l'initiative TruStone. Les importateurs de pierres naturelles doivent mettre en place un processus de diligence raisonnable (due diligence). Sur la base des résultats de ce processus, elles doivent élaborer chaque année leur propre plan d'approche. Elles doivent soumettre ce plan à un secrétariat indépendant pour évaluation. Les autorités participantes doivent demander à leurs fournisseurs de pierres naturelles d'effectuer une diligence raisonnable (due diligence), et elles doivent faire rapport sur tous les marchés publics incluant la pierre naturelle. En outre, les autorités participantes s'engagent à promouvoir l'initiative dans le cadre de leur relations bilatérales et multilatérales. Tous les membres de la Febenat (Fédération Benelux des grossistes en pierres naturelles) ont signé TruStone. Ils représentent environ 70 % du marché flamand de la pierre naturelle. Le recrutement est toujours en cours. En outre, plus de 30 autorités locales en Flandre ont déjà signé une déclaration dans laquelle elles s'engagent à utiliser au maximum les possibilités en matière d'achat durable dans les marchés publics en pierre naturelle. Région Wallonne :

						<p>hub. Brussels publiera systématique les différents guides/initiatives sur son site internet et rappel dans des newsletters et possibilité de les diffuser lorsque des entreprises prendront part à certain(e)s missions/foires/salons à l'étranger.</p> <p>hub.brussels est l'Agence Bruxelloise pour l'Accompagnement de l'Entreprise. Lancée le 1er janvier 2018, elle est issue de la fusion entre Atrium.brussels, Bruxelles Invest & Export et Impulse.brussels</p>	<p>stratégie commerciale internationale.</p> <p>https://www.flandersinvestmentandtrade.com/sites/corporate/files/publications/DVO.pdf</p>	<p>Campagne wallonne de sensibilisation aux objectifs de développement durable</p> <p>Un plan de communication à destination des entreprises wallonnes a été élaboré pour la période 2019-2020 afin de les sensibiliser aux objectifs de développement durable (ODD). Il comprend la réalisation d'outils (y compris des supports visuels et/ou l'organisation d'événements et la facilitation de mise en réseau d'acteurs, ainsi que des dispositifs pour rendre davantage visibles les actions et bonnes pratiques en matière d'ODD.</p> <p>Région Bruxelles-Capitale :</p> <p>RSE comme critère de sélection dans le cadre des hub awards</p> <p>Dans le cadre des hub awards bruxellois, la RSE a été mise au cœur de la sélection des nommés et des lauréats (pour les BBE, c'était un critère des 11 critères pris en compte), non seulement pour le volet « circulaire » ou environnemental, mais aussi pour toutes ses composantes ODD. En prime, les lauréats et les nommés ont reçu un prix de coaching pour aller plus loin dans la transformation responsable de leur entreprise.</p> <p>RSE comme élément dans le programme des formations au commerce extérieur. Depuis plusieurs années, la RSE est inscrite au programme des formations au commerce extérieur destinées aux demandeurs d'emploi désireux de se réorienter qui sont organisées à l'initiative de hub.brussels en collaboration avec Bruxelles-Formation.</p> <p>Hub.brussels, partenaire du Gouvernement bruxellois dans le secteur à l'exportation (précédemment invest&export), a développé depuis 2014, dans le cadre de l'internationalisation des entreprises, une politique de sensibilisation des entreprises à la RSE dans son ensemble, en lien avec l'international et le commerce extérieur.</p> <p>Une première « table ronde » sur le sujet a été organisée le 30 avril 2014 et rassemblait une vingtaine d'entrepreneurs. Y furent abordées les relations en premier point, et de l'environnement, en second sujet. Par la suite, une brochure « <i>Pour un entrepreneuriat durable à l'international</i> » a été éditée et diffusée largement tant en Belgique qu'au sein des institutions et organismes bruxellois. L'accent a également été mis sur la responsabilité des entreprises à Bruxelles.</p>
5	Assurer la diffusion de la boîte à outils et de la brochure sur les mécanismes de réparation parmi les représentants belges à l'étranger et sensibiliser ceux-ci à la question.	III	PO 26 & 27	5-8-12-16	SPF Affaires étrangères Région Wallonne Région Flamande Région Bruxelles-Capitale	<p>Diffusion et communication :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Passive : publication online https://www.developpementdurable.be/fr, media sociaux et news - Active : <ul style="list-style-type: none"> o Diffusion de l'information et de brochures papier auprès des administrations fédérales via les membres du GT RSE de la CIDD. o Présentation du projet programmée en session au UN Forum On Business & Human Rights à Genève dont le thème phare était « Acces to Remedy » et distribution de brochures papier ; o Présentation auprès de l'Ambassade belge en Suisse. <p>SPF Justice : Diffusion auprès du Conseil de l'Europe et du Groupe d'Etats contre la Corruption (GRECO).</p> <p>SPF Economie : Le PCN diffusera largement la boîte à outils et la brochure parmi ses homologues (48 pays) ainsi que dans ses relais auprès de l'OCDE comme bonne pratique à suivre.</p>	<p>IFDD :</p> <p>* Organisation d'une session consacrée à Business & Human Rights dans le cadre du SDG Forum. La session portait sur « Comment intégrer et respecter les Droits de l'Homme au sein des entreprises/organisations ? » et avait pour objectif de donner une vision concrète et opérationnelle des Droits de l'Homme et de leur prise en compte dans les entreprises et organisations. À cette occasion, la Toolbox et la Brochure « Access to Remedy » ont été présentées en profondeur et largement diffusées. Le programme complet est disponible ici.</p> <p>Cette session animée par des experts belge et danois a réuni un public d'environ 70 personnes, composé principalement de représentants d'entreprises, ONGs et académiciens.</p> <p>* Lors du SDG Forum, qui réunissait plus de 600 personnes tous secteurs confondus, l'IFDD a tenu un stand dans lequel ses travaux et produits ont été valorisés. La Toolbox et la brochure « Access to Remedy » y ont été activement diffusées.</p> <p>Région Bruxelles-Capitale :</p> <p>Hub. Brussels relaiera passivement (via les réseaux en ligne) la boîte à outils et la brochure. Ces publications seront aussi envoyées par mail aux entreprises ainsi qu'à la direction à l'internationalisation (Area Managers et Attachés commerciaux et économiques à l'étranger). Par ailleurs, la brochure papier a été transmise lors des « contact days » (meeting entre les AEC et les entrepreneurs) et lors de certains événements et missions.</p> <p>SPF Affaires Etrangères :</p> <p>En novembre 2018, la boîte à outils et la brochure « Access to Remedy » ainsi qu'une brochure d'information générale en anglais expliquant le plan d'action national, ont été envoyées aux ambassades et consulats de Belgique à l'étranger.</p>	<p>SPF Affaires Etrangères :</p> <p>Dans le cadre d'un séminaire consacré au thème « Business and Human Rights », qui a été organisé le 6 novembre 2019 par l'ambassade belge de Kuala Lumpur, en collaboration avec l'ambassade néerlandaise et la Commission nationale des Droits de l'Homme malaisienne, 100 exemplaires de la brochure sur la remédiation et de la brochure générale sur le Plan d'Action national belge ont été distribués par l'ambassade.</p>
6	Charte belge ODD sur le rôle du secteur privé, de la société civile et du secteur public dans la coopération internationale			8-16	SPF Affaires Etrangères		<p>SPF Affaires Etrangères</p> <p>*Suite à la phase de lancement de la Charte (2016-2017), mise en œuvre d'une phase d'approfondissement (2018-2021) des opportunités de partenariats inter-secteurs, en ciblant des filières porteuses (cacao, textile, eau,...) ;</p> <p>*Création d'une facilité financière ('Business Partnership Facility') pour permettre aux partenariats multi-acteurs identifiés de mettre en œuvre des projets concrets sur le terrain.</p>	<p>SPF Affaires Etrangères :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La Charte ODD continue à être mise en œuvre par notre partenaire The Shift. Une conférence réunissant les parties prenantes du secteur banane et le monde académique avait été prévue par exemple pour le 20/03/2020 mais a dû être postposée à cause de l'épidémie de coronavirus. • La collaboration avec The Shift dans le cadre de la Charte ODD a également été réalisée dans le cadre de l'initiative 'Beyond Chocolate'. Ce projet vise à rendre durable le secteur du cacao en Belgique en partenariat avec les acteurs du secteur privé, de la société civile, du secteur public et du monde académique. Il vise à garantir que d'ici 2025 tout le cacao transformé en Belgique sera certifié par un des labels existants, que le cacao transformé en Belgique ne cause pas de déforestation, et n'emploie pas d'enfants. De plus, d'ici 2030 le cacao transformé en Belgique devra garantir un revenu décent aux producteurs.

							<ul style="list-style-type: none"> La facilité financière BPF a clôturé ses deux premiers appels à projets lors desquels un jury indépendant a sélectionné 17 projets (11 pour le premier appel, 6 pour le deuxième) pour un montant total de 2.760.000 € de subsides (NB : la contrepartie financière du secteur privé atteint en moyenne le double du subside octroyé au projet). Le troisième appel à projets a été clôturé en février et est en phase de présélection avec un budget prévu d'environ 1.200.000 € de subsides. Le quatrième appel à projets, est ouvert et se clôturera le 07/09/2020. Un budget de 1.000.000 € est prévu. Tous les projets qui sont présélectionnés sont évalués par une entreprise externe spécialisée dans les questions ESG, et cet avis est remis au jury pour la sélection finale des projets. 	
7	Sensibiliser les entreprises concernant les questions des Droits de l'Homme dans le cadre de missions économiques à l'étranger	I	PO 3	5-8-12-16	SPF Affaires étrangères Région Wallonne Région Flamande Région Bruxelles-Capitale	<p>SPF Economie – PCN : Projet de courrier du PCN aux principaux CEO de Belgique pour les sensibiliser aux Principes directeurs de l'OCDE (à faire valider par les membres du PCN). Renforcement des liens avec Credendo et Finexpo via le suivi des communiqués du PCN.</p> <p>Région Bruxelles-Capitale : Hub. Brussels diffusera l'information auprès de ses Attachés économiques et commerciaux (AEC) et Area Managers et tentera d'intégrer de manière structurelle un volet relatif aux Droits de l'Homme lors des missions à l'étranger.</p> <p>SPF Affaires Etrangères Dans le cadre des missions économiques belges présidées par SAR la Princesse Astrid, une activité sur le thème "Business & Human Rights" est désormais systématiquement organisée.</p> <p>Lors de la mission économique en Afrique de l'Ouest : focus Cacao & Travail des enfants.</p> <p>Lors de la mission en Côte d'Ivoire en octobre 2017 : forum intitulé « Droits de l'Homme et secteur privé : prévention et abolition du travail des enfants dans la chaîne d'approvisionnement du cacao », organisé en présence de la Première Dame de Côte d'Ivoire, Mme Ouattara.</p>	<p>SPF Affaires Etrangères 2 missions économiques belges présidées par SAR la Princesse Astrid ont eu lieu. En Uruguay : focus sur le dialogue social. Au Maroc : focus sur l'entreprenariat au féminin. Lors de la mission en Argentine et en Uruguay (juin 2018), le thème du séminaire organisé au Ministère argentin des Affaires étrangères était : « social dialogue in a changing labour market ». La mission économique au Maroc (novembre 2018) fut l'occasion de mettre l'accent sur l'entrepreneuriat féminin au cours d'un séminaire intitulé « Femmes entrepreneures, actrices de développement humain et économique ».</p> <p>En février 2019 : lutte contre la corruption au Mexique. Il est prévu d'organiser un séminaire sur le « responsible business conduct » lors de la prochaine mission au Mexique (février 2019).</p> <p>SPF Economie - PCN Projet de rapprochement des mandats Point Focal OIT et PCN OCDE, à faire valider par les membres du PCN en 2019.</p>	<p>SPF Affaires Etrangères Dans la cadre des missions économiques belges à l'étranger une activité sur le thème "Business & Human Rights" est désormais systématiquement organisée.</p> <p>L'administration veille à ce que le choix du sujet traité soit pertinent pour le pays visité tout en tenant compte de leur réalité.</p> <p>En 2019, 2 missions économiques ont eu lieu, l'une au Mexique (16/23 février 2019) où l'accent a été mis sur la lutte contre la corruption et l'autre en Chine (17/22 novembre 2019) avec pour focus la promotion de l'égalité des genres par la RSE.</p> <p>Un séminaire consacré aux mesures liées au devoir de sollicitude dans la lutte contre la corruption a été organisé durant la mission menée au Mexique en février 2019. Le séminaire tenu lors de la mission économique en Chine (novembre 2019) traitait de la promotion de l'égalité entre les sexes sur le lieu de travail. Des organisations internationales spécialisées ont participé aux deux séminaires (resp. l'OCDE et l'OIT).</p> <p>Région Bruxelles-Capitale : Des activités et séminaires ont été insérés dans d'importantes missions économiques en lien avec le développement durable (par ex. : avec les femmes entrepreneurs à hub.brussels ou la Région de Bruxelles-Capitale</p>
8	Encourager les accords-cadres internationaux	I & II		8-16	SPF Emploi, Travail et Concertation sociale	<p>SPF Economie Le PCN valorise ici le rapport réalisé en 2014 suite à l'effondrement du Rana Plaza, des consultations avec les fédérations avaient eu lieu et des recommandations avaient été présentées.</p>	<p>SPF Emploi : Organisation d'un séminaire portant sur les accords-cadres internationaux avec les acteurs clés concernés. Evénement en cours de préparation et sera intégré dans l'Event « Entreprises et Droits de l'Homme » prévu au printemps 2018.</p> <p>Ce projet n'a pas pu être concrétisé et est reporté à 2019</p>	<p>SPF Emploi : Les accords-cadres prévoient un cadre pour les relations individuelles et collectives dans tous les pays où ces entreprises exercent leurs activités et parfois le long de la chaîne de production. Le 14 mai 2019, le SPF Emploi et l'Atelier de droit social de l'Université catholique de Louvain ont organisé une matinée d'étude participative portant sur la question de savoir si ces instruments peuvent représenter un moyen efficace pour promouvoir les droits sociaux fondamentaux dans les entreprises transnationales.</p> <p>Comment le phénomène a-t-il évolué, identifie-t-on de « bonnes pratiques » et peut-on souhaiter que les autorités publiques s'y intéressent de plus près, les promeuvent ?</p> <p>Ces questions ont été abordées en s'intéressant tout particulièrement aux accords récents, signés par trois grandes entreprises belges – Solvay, Umicore et Besix - et à leur mise en œuvre. Plus d'info sur : https://evenements.emploi.belgique.be/fr/evenements-spf/matinee-detude-les-accords-cadres-internationaux-la-croisee-des-chemins-la-belgique</p>
9	Renforcer la collaboration entre les services publics et diverses organisations actives dans le domaine des Droits de l'Homme et de l'entrepreneuriat international	I	PO 3 & 7	8-16	SPF Affaires étrangères Région Wallonne Région Flamande Région Bruxelles-Capitale	<p>SPF Economie :</p> <ul style="list-style-type: none"> Rencontre réalisée entre les membres du PCN et Credendo pour une meilleure prise en compte des communiqués du PCN dans leurs évaluations. Renforcement des liens. <p>Région Bruxelles-Capitale : Hub. Brussels analysera les manières de matérialiser cette action.</p>	<p>SPF Affaires Etrangères : Le 6 juillet 2018, le SPF Affaires étrangères a organisé une table ronde avec la société civile pour faire le point sur les différents défis sectoriels et géographiques qui se posent dans le domaine des entreprises et des Droits de l'Homme et sur les moyens de les résoudre. Cette session de consultation a été suivie d'une réunion avec des représentants de l'administration, au cours de laquelle diverses suggestions du milieu de terrain ont été discutées pour un suivi ultérieur.</p> <p>SPF Economie : Projet de sensibilisation des CEO du BEL 20 à rencontrer le PCN belge et prendre connaissance de ses activités.</p>	<p>SPF Affaires Etrangères : Le 23 mai 2019, la Belgique a organisé à Bruxelles avec le soutien du Service européen pour l'Action extérieure (SEAE), la Commission européenne et la Finlande, une réunion de peer learning internationale sur l'exécution des lignes directrices « entreprises et droits de l'homme » de l'ONU. Des experts de plus de 30 États, du Conseil de l'Europe, de l'UE, de l'OCDE et du Haut-Commissariat aux droits de l'homme ont participé à cet événement, qui se consacrait à la manière dont les plans d'action nationaux peuvent contribuer à la mise en œuvre des lignes directrices.</p> <p>Le processus de suivi du Plan d'Action national belge (PAN) « Entreprises et Droits de l'homme » prévoit que le PAN soit soumis à une évaluation après une période de trois ans. Le 23 mai 2019, l'Institut fédéral pour le Développement durable a organisé, avec le soutien du Service public fédéral Affaires étrangères, un événement lors duquel des experts des pouvoirs publics, des entreprises et de la société civile ont évalué la mise en œuvre du premier PAN et ont abordé la perspective d'un second PAN.</p>
10	La Belgique s'engage à intégrer des critères « Droits de l'Homme » et de Responsabilité sociétale des entreprises (RSE) dans la stratégie d'appui au développement du secteur privé local de la coopération belge	I	PO 4 & 6	5-8-16	SPF Affaires Etrangères & Coopération au Développement		<p>SPF Affaires Etrangères : Les critères relatifs aux droits humains et à la responsabilité sociale des entreprises sont désormais systématiquement pris en considération lors du financement des projets/programmes d'appui au secteur privé local (critères de sélection des projets financés par la 'Business Partnership Facility', BIO, autres acteurs spécifiques PSD,...).</p>	<p>SPF Affaires Etrangères :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les critères relatifs aux droits humains et à la responsabilité sociale des entreprises restent d'application pour toutes les activités financées par le service D2.4 (BIO Invest, BPF, Beyond Chocolate, Belgian SDG Charter). Ces critères sont des résultats spécifiques recherchés par l'initiative 'Beyond Chocolate' pour le secteur du cacao en Belgique.

									<ul style="list-style-type: none"> Tous les acteurs de la coopération au développement belge (ENABEL, BIO, ONG, organisations partenaires multilatérales) qui travaillent sur le renforcement du secteur privé local doivent utiliser une approche « human rights based approach to development » (HRBAD) où l'accent est mis sur l'intégration horizontale des principes des droits de l'homme dans les activités de développement, ainsi que sur l'inclusivité, la participation, l'autonomisation, et l'attention aux groupes vulnérables (« Leave no one behind »). En vue de poursuivre l'instrumentalisation, un Policy Support Group sur la HRBAD sera créé et développera un Policy Brief et des Guidelines pour tous les acteurs.
11	Assurer une meilleure coordination entre les autorités fédérales et régionales afin d'intégrer des critères relatifs aux Droits de l'Homme et à l'entrepreneuriat socialement responsable dans les aides publiques	I	PO 4	5-8-16	SPF Economie Finexpo Ducroire			SPF Affaires Etrangères Les actions à mener sont encore en cours de réflexion.	SPF Affaires Etrangères : En 2019, les préparatifs ont été réalisés pour l'exécution d'une étude d'experts afin d'étudier comment les normes internationales de diligence (notamment les lignes directrices de l'ONU sur les Entreprises et les Droits de l'Homme, les directives de l'OCDE sur les Entreprises multinationales, la Déclaration tripartite de l'OIT sur les Entreprises multinationales) pouvaient être intégrées dans le fonctionnement de Finexpo. Cette étude d'experts devrait être lancée en 2020.
12	Poursuivre l'engagement de la Belgique et son rôle de pionnier en matière de Droits de l'Homme au niveau international	I	PO 10	5-8-16	SPF Affaires Etrangères et autres SPF actifs dans les organisations internationales			SPF Affaires Etrangères: Au cours de son mandat au Conseil des droits de l'homme (2016-2018), ainsi que lors des réunions du 3e Comité de l'Assemblée générale des Nations Unies, la Belgique s'est activement occupée de plusieurs questions relatives aux Droits de l'Homme et à la situation de pays et a organisé plusieurs événements parallèles. Notre pays a également participé activement aux éditions précédentes du Forum des Nations Unies sur les entreprises et les Droits de l'Homme, qui est spécifiquement consacré à la mise en œuvre des Principes directeurs des Nations Unies sur ces questions. En outre, la Belgique suit de près les travaux du groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur les sociétés transnationales et autres entreprises et les discussions autour de la négociation d'un "instrument juridiquement contraignant" et joue un rôle actif dans la définition de la position européenne dans ce dossier.	SPF Affaires Etrangères: La Belgique continue à s'investir activement dans les forums régionaux et mondiaux sur différents thèmes liés aux droits de l'homme. Notre pays accorde en outre de l'attention aux situations géographiques des droits de l'homme. Il a plus spécifiquement à nouveau participé au UN Forum on Business & Human Rights, qui se consacre spécifiquement à la mise en œuvre des Lignes directrices de l'ONU sur les Entreprises et les Droits de l'Homme. En outre, la Belgique suit de très près les travaux du « groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur les sociétés transnationales et autres entreprises commerciales » et les discussions entourant la négociation d'un « instrument juridiquement contraignant », et continue de jouer un rôle actif dans la définition de la position européenne sur ce dossier.
13	Renforcer et contrôler le respect des Droits de l'Homme dans les marchés publics	I	PO 5 & 6	8-12-16	GT Marchés Publics Durables de la CIDD Institut Fédéral pour le Développement durable Région Wallonne Région Flamande Région Bruxelles-Capitale	<ul style="list-style-type: none"> Divers projets pilotes, menés par l'IFDD et la Région Flamande, sont en cours. Ils ont pour objectif d'explorer différentes méthodologies/approches pour le contrôle du respect des conventions de base de OIT et des Droits de l'Hommes dans les chaînes d'approvisionnement via les marchés publics; Ces projets pilotes étant complémentaires, ils se réalisent en coopération avec les acteurs impliqués et en concertation avec le GT Marchés Publics Durables de la CIDD. Plus d'information : http://guidedesachatsdurables.be/fr/etudes-projets/responsabilite-societale-2017 Sur base de l'analyse des méthodologies testées, le GT MPD identifiera la meilleure manière de poursuivre. La transposition de la directive EU sur les marchés publics a été finalisée et la nouvelle loi et ses AR publiés. L'application de la nouvelle réglementation est entrée en vigueur en juillet 2017. Ce nouveau cadre encourage formellement la prise en compte de considérations autre que le prix (social, éthique, innovation, environnement et PME) et renforce/légitimise les politiques MPD déjà existantes. Une attention toute particulière a été accordée à la lutte contre le dumping social et à la participation des PME belges aux marchés publics (La Chancellerie a développé des instruments spécifiques). Plus d'information : http://guidedesachatsdurables.be/fr 	IFDD : Développement d'un projet pilote qui consiste en la réalisation d'un marché public à haute plus-value sociale portant sur l'achat de matériel ICT destiné à alimenter l'ensemble des institutions fédérales (100 000 pièces). En collaboration avec le Ministère de la Défense, l'IFDD a travaillé sur la définition de critères éthiques ambitieux et des processus innovants pour le suivi des fournisseurs dans un objectif de renforcer le respect des Droits de l'Homme dans les chaînes d'approvisionnement des entreprises fournisseurs des institutions fédérales. Ce marché public pilote n'a finalement pas pu être concrétisé par manque de soutien politique. Région Bruxelles-Capitale : Hub. Brussels analysera les manières de matérialiser cette action. Région Flamande: Le projet pilote sur le respect des aspects sociaux dans un contrat gouvernemental relatif à l'achat de vêtements et de produits textiles s'est poursuivi en 2018. Entre-temps, 10 conseils d'administration différents (intercommunales, centres publics de protection sociale, villes, services du gouvernement flamand, etc.) se sont engagés à utiliser les technologies issues du projet pilote. En collaboration avec d'autres parties prenantes (entreprises, fédérations sectorielles, syndicats, ONG et gouvernements), le gouvernement flamand travaille également sur une initiative i-CSR dans le secteur des pierres naturelles. Le but de cette initiative est d'améliorer les conditions des travailleurs, de leur environnement et de l'environnement sur les sites de production de pierre naturelle. Les gouvernements associés à cette initiative demanderont à leurs sous-traitants de faire preuve de diligence dans les marchés publics de ces marchandises à risque. Il s'agit d'un processus continu qui aide les organisations à identifier les risques de violation des droits du travail et des droits humains au sein de leur propre organisation et de la chaîne de production associée, puis à les prévenir, les réduire, les réparer et / ou les indemniser.	TruStone (initiative i-CSR dans le secteur des pierres naturelles) : voir ci-dessus, action 4	
14	Évaluer le label belge visant à promouvoir la production socialement responsable	I & II	PO 5, 6 & 13	8-12-16	SPF Economie IFDD Groupe de travail RSO de la CIDD	SPF Economie : Le secrétariat du PCN participera au Groupe de travail qui sera mis en place en 2019 pour faire l'évaluation du label belge.	GT RSE de la CIDD : Constitution d'un groupe de travail « Label social » en collaboration avec le Cellule Interdépartementale de lutte contre le trafic et la traite des êtres humains (SPF Justice). Etant donné que cette action rejoint une action du « Plan d'action belge : Lutte contre la traite des êtres humains 2015-2019 », divers contacts ont été pris avec le Bureau de la Cellule en 2017 pour envisager les synergies possibles et unir efforts et compétences pour démarrer le développement de cette action en 2018. Le groupe de travail « Label social » sera présidé Dieter Vander Beke, Directeur a.i. de l'IFDD, membre de l'équipe de développement du label à son origine. Ce projet n'a pas pu être concrétisé et est reporté à 2019	GT RSE de la CIDD : Une analyse SWOT a été effectuée il y a quelques années et a été mise à disposition aux membres du groupe de travail. Les résultats de ce SWOT sont toujours valables et peuvent être utilisés dans la discussion sur l'opportunité ou non de relancer le label pour une production socialement responsable. Cette discussion devrait être menée par un nouveau gouvernement fédéral doté de pleins pouvoirs. Compte tenu de la chute du gouvernement fédéral et de l'absence d'un nouveau gouvernement fédéral doté de pleins pouvoirs après les élections, il a semblé approprié de reporter cette discussion jusqu'à ce qu'il y ait un gouvernement de plein exercice.	
15	Intégrer le principe de « diligence raisonnable » au sein des organismes de gestion de l'entreprise, également en matière de Droits de l'Homme	II & III	PO 17	8-16	SPF Economie Région Wallonne Région Flamande Région Bruxelles-Capitale		SPF Economie : La FEB est membre du PCN, elle révisé actuellement son code, le Code belge de gouvernance d'entreprise . Des contacts seront mis en place pour y intégrer les principes de diligences raisonnables. Le GT RSO a participé à la consultation des PP relative à la révision du Code, l'avis est disponible ici Le Code Buysse a été révisé début 2017, dans le cadre d'une prochaine révision (2019 ?) une rencontre sera organisée pour les sensibiliser à la diligence raisonnable.		

16	Promouvoir les rapports sociétaux, Droits de l'Homme inclus	I & II	PO 3, 18 & 21	8-12-16	SPF Economie (transposition 2014/95/EU) IFDD (Prix du meilleur rapport DD)	SPF Economie : Transposition stricto sensu de la Directive 2014/95/UE. Publication_ 3 SEPTEMBRE 2017. — Loi relative à la publication d'informations non financières et d'informations relatives à la diversité par certaines grandes sociétés et certains groupes. Réflexion en cours sur les besoins et la manière d'accompagner les entreprises dans la démarche et l'exercice d'un rapportage qualitatif. Des guidelines pour aider les entreprises dans leur rapportage ont été diffusées par le Commission Européenne, le PCN les a partagées avec ses membres. Un arrêté royal est attendu dans le courant 2019 suggérant des mécanismes de reporting. IFDD : Depuis de nombreuses années, l'IFDD sensibilise à la plus-value du rapportage de développement durable et encourage ses parties prenantes à développer des rapports de durabilité selon les Lignes directrices GRI . Plus d'information sur : https://www.developpementdurable.be/fr/themes/instruments-de-gestion/gri Divers projets de soutien au rapportage DD (GRI) au sein des pouvoirs publics fédéraux sont en cours de réflexion.	IFDD : * Projet-pilote : Accompagner la réalisation de l'analyse de matérialité au sein des SPF dans le contexte des ODD. L'analyse de matérialité étant l'exercice fondateur et préalable au rapportage sociétal. * L'IFDD soutient et est partenaire des Awards for Best Belgian Sustainability Reports , qui récompense les entreprises et organisations pour la qualité de leur rapport de développement durable. Ce prix, organisé par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, est décerné tous les deux ans par un jury indépendant. En tant qu'expert, l'IFDD est membre de ce jury. La 19 ^{ème} édition a eu lieu le 27 Novembre 2018 avec un focus sur les ODD . Le jury s'est concentré sur la manière dont les organisations peuvent aligner leurs stratégies et sur la façon dont elles peuvent mesurer et gérer leur contribution aux objectifs de développement durable adoptés par les Nations Unies en septembre 2015 qui remplacent les objectifs du millénaire (2000-2015). Plus d'info ici Edition 2018 : https://www.sustainabilityreports.be/ SPF Economie : 1ère administration fédérale à être nommée pour la qualité de son rapport de développement durable. Plus d'information : https://economie.fgov.be/fr/publicaties/rapport-de-durabilite-2017 https://www.sustainabilityreports.be/sites/default/files/reports/120-18-rapport_durabilite-gri-a4-f_def.pdf	
17	Plaider au niveau de la Belgique pour le renforcement de l'intégration du développement durable (y compris des Droits de l'Homme) dans les accords de libre-échange	I	PO 9 & 10	8-16	SPF Affaires Etrangères SPF Economie Région Flamande Région de Bruxelles-Capitale	SPF Economie : Suivi au niveau européen des travaux sur les accords de libre-échange (volet TSD – Trade and Sustainable Development) et mise en avant des principes directeurs OCDE et du rôle potentiel des PCN comme procédure possible de règlement de différends. Région Bruxelles-Capitale : Hub. Brussels analysera les manières de matérialiser cette action.	SPF Affaires Etrangères : La Belgique joue un rôle de pionnier au sein du Conseil de l'UE en préconisant le renforcement des chapitres du développement durable dans les accords de libre-échange. Outre le plaidoyer systématique en faveur de la plus grande facilité possible en matière de développement durable dans les accords de libre-échange, la Belgique insiste également sur le suivi effectif de la mise en œuvre de ces chapitres. À la suite de la lettre que la Belgique (avec FI, LU, NL et SE) a adressée à la commissaire Malmström en mai 2017, demandant une meilleure mise en œuvre des dispositions relatives aux DD dans les accords commerciaux, une réflexion interne a suivi, à laquelle la Belgique a activement participé. Cela a abouti à un deuxième document officiel en février 2018 dans lequel la Commission européenne propose 15 points d'action pour renforcer la mise en œuvre des chapitres sur le commerce et le développement durable, pour renforcer le rôle de société civile, une plus grande transparence et une attitude plus affirmée à l'égard des pays partenaires, dans lesquelles des priorités plus précises sont définies. La Belgique s'est félicitée de ces points d'action et s'est maintenant engagée à assurer un suivi efficace au Conseil. <i>Version NL</i>	SPF Affaires Etrangères: En 2019, la Belgique a continué de plaider au Conseil de l'UE pour un renforcement des chapitres sur le développement durable dans les accords de libre-échange européens. La Belgique a dans ce cadre travaillé sur le suivi effectif des 15 points d'action de la Commission européenne pour renforcer la mise en œuvre des chapitres Commerce et Développement durable. La Belgique a également accordé une grande importance au suivi de la mise en œuvre des engagements relatifs au développement durable par les pays partenaires, également de manière proactive préalablement à la signature ou à la ratification d'un accord de libre-échange (ex. Vietnam). Dans le cadre de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, un accord a été trouvé avec le Luxembourg concernant un nouveau texte modèle pour les traités d'investissement bilatéraux. Ce texte reprend les principes de la politique européenne et fournit quelques principes en matière de durabilité. Le texte comporte un certain nombre d'innovations par rapport à l'ancien modèle en ce qui concerne les normes environnementales, les normes sociales et l'intégration de la responsabilité sociale des entreprises. Le texte prévoit en outre un mécanisme de consultation pour la société civile.
18	Suivre l'évolution de la RSE et des Droits de l'Homme auprès des entreprises belges à l'aide du baromètre RSE	I & II	PO 3, 18 & 21	16	IFDD	L'IFDD soutient le projet de réalisation du baromètre RSE des entreprises belges. Le Baromètre RSE permet de mieux comprendre le paysage des pratiques responsables en Belgique pour les petites, moyennes et grandes entreprises. Il donne également des indications sur l'évolution de la RSE en Belgique grâce à une comparaison avec les résultats des éditions 2011 et 2015. L'édition 2018 prendra la forme d'un baromètre des SDGs et une attention particulière sera réservée à la thématique « Droits de l'Homme ».	IFDD : Baromètre RSE → baromètre ODD En partenariat avec l'Université d'Anvers, Antwerp Management School et Louvain School of Management, nous avons pris l'initiative de développer le baromètre SDG afin d'étudier l'adoption des ODD en Belgique. Le projet est soutenu par l'Institut Fédéral pour le Développement Durable. L'objectif général de ce baromètre SDG est d'obtenir des informations sur le paysage des ODD en Belgique pour différents types d'organisations, y compris des entreprises, des gouvernements et des organisations non gouvernementales. Ce projet de recherche étant la première enquête nationale sur l'adoption et la mise en œuvre des ODD, ces résultats peuvent servir de base à de futures enquêtes, tant en Belgique qu'à l'étranger. Il a été officiellement présenté et débattu lors du SDG-Forum qui a réuni 600 personnes le 23 octobre 2018. Le SDG Barometer est consultable : https://uclouvain.be/en/research-institutes/lourim/news/sdg-barometer-belgium-2018.html	
19	Promouvoir les bonnes pratiques des PME qui adoptent une gestion de la chaîne d'approvisionnement responsable, notamment grâce à l'outil «CSR Compass»	I & II	PO 3 & 16	8-16	Région Wallonne			Information non communiquée
20	Promouvoir les entreprises publiques socialement responsables	I	PO 4 & 8	5-8-12-16	IFDD Groupe de travail RSO de la CIDD		IFDD : Contact informel pris en 2018. Mise en œuvre prévue pour 2019	Action non réalisée
21	S'engager à mieux informer le grand public et les organisations concernées quant à ses activités en matière de Droits de l'Homme, afin de les sensibiliser à ce sujet	I		16	SPF Affaires étrangères & SPF actifs dans les organisations internationales	SPF Affaires Etrangères : Préparation d'une brochure de sensibilisation aux DH et de présentation du contenu du Plan d'Action national « E & DH ». SPF AE entretient des contacts réguliers avec le grand public. Aussi, indirectement, via les rencontres auprès de la société civile avec laquelle le contact est actif et continu.	SPF Affaires Etrangères : Une brochure d'information générale destinée au grand public a été préparée. Elle décrit clairement les principaux axes d'action du plan d'action national belge "Entreprise et droits de l'homme". La brochure a été partagée avec le réseau des postes diplomatiques belges à l'étranger et sera également placée sur le site web du SPF Affaires étrangères.	Affaire étrangères : Lors de la réunion de <i>peer learning</i> internationale que notre pays a organisée à Bruxelles le 23 mai 2019 (cf. point d'action 9), tous les invités internationaux ont été informés sur le Plan d'Action national belge « Entreprises et Droits de l'homme ».
22	Encourager la gestion responsable des chaînes d'approvisionnement avec une approche sectorielle	I	PO 3	8-16	SPF Economie et PCN OCDE	Le PCN organise des événements de sensibilisation (voir la liste Action 4) qui suivent les développements sectoriels de la diligence raisonnable en lien avec les travaux de l'OCDE. Divers événements/workshops ont été organisés pour promouvoir le business responsable dans les secteurs à risques via les outils développés par l' OCDE :	IFDD : IFDD soutient le développement d'un projet pilote portant sur « Transparence et traçabilité dans le secteur du textile et de l'habillement ». Le projet pilote porte sur le développement d'un label « BeAware » basé sur des critères environnementaux et sociaux dans la chaîne de valeur. Plusieurs acteurs sont impliqués	IFDD : Projet finalisé. Le rapport d'évaluation est disponible sur demande : contact@ifdd.fed.be

						<ul style="list-style-type: none"> les chaînes d'approvisionnement responsables dans le secteur agricole: Guide OCDE-FAO pour des filières agricoles responsables le secteur financier responsable : Responsible business conduct in the financial sector le secteur textile: Responsible Supply Chains in the Garment and Footwear Sector Pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais : Guide sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque 	<p>dans les travaux : 6 Entreprises issus du secteur, la fédération belge de la mode CREAMODA en collaboration avec la fédération belge de l'Industrie textile Fedustria, FBT et Euratex. Le projet pilote a été lancé en 2018 et devrait poursuivre sa mise en œuvre en 2019.</p>	
23	Renforcer le Point de Contact national (PCN) de l'OCDE	III	PO 27 & 31	8-16	SPF Economie	<p>Cette action fait suite au rapport de la revue par les pairs (Peer Review) du PCN par l'OCDE en 2016. Elle doit encore être mise en œuvre de manière concrète. Le secrétariat du PCN avait engagé un stagiaire (non rémunéré) durant l'automne 2017.</p>	<p>Un autre stagiaire sera recruté en 2019 mais rien de prévu de durable et permanent à ce jour malgré le besoin criant.</p>	<p>Une nouvelle collaboratrice a été recrutée pour renforcer l'équipe pour l'année 2020.</p>
24	Accorder une attention particulière à la question des Droits de l'Enfant dans la sensibilisation des entreprises			5-8-16	SPF Affaires Etrangères SPF Emploi Régions & Communautés	<p>SPF Emploi :</p> <ul style="list-style-type: none"> Au niveau fédéral, la préparation du dossier d'assentiment au Protocole de 2014 relatif à la Convention sur le travail forcé de l'OIT se finalise. Nous n'attendons plus que les avis des inspecteurs des finances accrédités auprès des différents SPF compétents. Ce Protocole est toutefois mixte et nécessite également, pour sa ratification, l'assentiment des Communautés et Régions. En novembre 2017, le Ministre de l'Emploi, Monsieur Kris Peeters, a participé à Buenos Aires à la Conférence mondiale sur l'élimination durable du travail des enfants. A cette occasion, le Ministre a prononcé un discours annonçant la ratification prochainement du Protocole sur le travail forcé par la Belgique ainsi que la mise en œuvre de certaines actions du Plan d'action national sur les entreprises et Droits de l'Homme ciblant les droits des enfants (notamment la Toolbox et le séminaire sur les accords-cadres internationaux). <p>SPF Affaires Etrangères: Lors d'une mission économique belge en Côte d'Ivoire en octobre 2017, organisation d'un forum sur le travail des enfants dans le secteur du cacao. Voir action 7</p> <p>Région Bruxelles-Capitale : Hub. Brussels analysera les manières de matérialiser cette action.</p>	<p>SPF Affaires Etrangères : En décembre 2018, en partenariat avec le secteur belge du chocolat et de la vente au détail, la société civile et les universités, le partenariat "Beyond Chocolate" pour un chocolat belge durable a été lancé. L'objectif central de "Beyond Chocolate" est d'améliorer durablement les conditions de vie des producteurs de cacao et de leurs familles dans les régions de production importantes pour le secteur belge. Le partenariat entend contribuer à ce que les producteurs de cacao (femmes et hommes) puissent subvenir à leurs besoins, scolariser leurs enfants et à ce que les ressources naturelles soient exploitées durablement. En mettant l'accent sur la lutte contre le travail des enfants, la lutte contre la déforestation et la garantie d'un revenu viable pour les producteurs de cacao locaux. Voir action 6</p> <p>IFDD : Soutien matériel au développement du projet « Beyond Chocolate ».</p>	<p>SPF Emploi : La Belgique a ratifié le Protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé le 10 septembre 2019</p> <p>SPF Affaires Etrangères : Une Commission dans le giron de la Fédération des Entreprises de Belgique et qui fait partie du Global Compact Network Belgium (GCNB), où des entreprises assurent la direction et collaborent étroitement avec des experts des pouvoirs publics, le monde académique et le secteur sans but lucratif, suit la poursuite de la mise en œuvre des « <i>Children's Rights and Business Principles</i> ».</p> <p>La problématique « Entreprises et Droits de l'homme » est étroitement liée à la thématique relative à la traite des êtres humains, et plus spécifiquement à l'aspect « esclavage moderne ». Cette année aussi, notre pays est intervenu dans les forums internationaux (notamment au Conseil des Droits de l'Homme, à l'Assemblée générale de l'ONU) à ce sujet (par exemple lors du dialogue interactif avec le Rapporteur spécial de l'ONU pour la traite des êtres humains, en particulier à l'attention des femmes et des enfants, concernant son rapport sur « l'accès aux voies de recours pour les victimes de traite d'êtres humains face aux abus des entreprises et de leurs fournisseurs » en 2019).</p>
25	Accorder une attention particulière à la ratification, au soutien et à la promotion d'une série de conventions de l'OIT ayant trait aux Droits de la Femme	I	PO 3	5-8-16	SPF Emploi SPF Affaires Etrangères Régions & Communautés	<p>SPF Emploi : La Belgique a ratifié la Convention n°156 sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, la Convention n°189 sur les travailleuses et travailleurs domestiques et la Convention n°175 sur le travail à temps partiel. Pour les Conventions n°189 et n°156, un premier rapport détaillé comprenant des précisions sur la manière dont la Belgique a rempli les obligations qu'elle a contractées au titre de ces deux Conventions a été transmis à l'OIT.</p> <p>Région Bruxelles-Capitale : Hub. Brussels analysera les manières de matérialiser cette action.</p>	<p>SPF Affaires Etrangères * Les 3 conventions de l'OIT dans ce domaine sont en vigueur en Belgique (C156 sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, depuis le 10 avril 2015 ; C189 sur les travailleuses et travailleurs domestiques, depuis le 10 juin 2015 ; C175 sur le travail à temps partiel, depuis le 8 juin 2016). * Un accent a été mis sur les Droits de la Femme dans la sensibilisation effectuée par le réseau de postes de la diplomatie belge via :</p> <ul style="list-style-type: none"> La sensibilisation et participation active dans les campagnes suivantes : ' She Decides' (mouvement réunissant des personnes influentes et des organisations la société civile, lancé par une conférence internationale le 2 mars 2017 à Bruxelles, en réaction à la Global Gag Rule remise en vigueur par le Président Trump) et '#ShelsEqual', campagne de 6 mois lancée en marge des European Development Days le 5 juin 2018 à Bruxelles, par Global Citizen avec la Belgique et le Luxembourg, destinée à collecter 500 millions USD afin d'avoir un impact positif sur les vies des femmes et des filles dans une large variété de domaines : santé et droits sexuels et reproductifs, santé maternelle et infantile, eau et hygiène, nutrition et sécurité alimentaire, problématiques liées à la migration, empowerment économique, etc... La mise en œuvre de la stratégie « <i>genre et développement</i> » de la coopération belge et de son plan d'action dont l'une des priorités est de promouvoir le leadership féminin ainsi que leur empowerment économique notamment via le travail décent et les opportunités entrepreneuriales. <p>* La mise en œuvre de la loi sur le gender mainstreaming de 2007.</p>	<p>SPF Affaires Etrangères : La DGD s'est positionnée officiellement auprès de ILO en faveur du renforcement du « mainstreaming »: Dans le cadre de la Consultation Bilatérale BE-ILO du 27/11/19, sur base de la dernière évaluation MOPAN qui mentionnait le genre parmi les points faibles de ILO, la Belgique a plaidé spécifiquement auprès de ILO pour un renforcement du « mainstreaming » du genre dans ses « Programmes et Budgets », dans ses « Decent Work Country Programmes (DWCP) » ainsi que dans son assistance technique.</p> <p>Depuis cette évaluation, ILO a développé :</p> <ul style="list-style-type: none"> un guide pour aider son personnel à intégrer la question du genre lors de la formulation de leur proposition de projets. un plan d'action de ILO pour l'égalité entre les hommes et les femmes 2018-2021 avec des actions orientées aussi bien sur les projets de coopération au développement que sur ses DWCP. Le « Rapport à mi-parcours sur la mise en oeuvre du Plan d'action du BIT pour l'égalité entre hommes et femmes 2018-2021 » était à l'ordre du jour du Conseil d'Administration du mois de mars 2020 qui a dû être annulé suite à la crise du coronavirus. Lors de la mission économique belge en Chine, un séminaire a été organisé en collaboration avec l'OIT sur la promotion de l'égalité des sexes sur le lieu du travail <p>Un accent a été mis sur les droits de la femme dans la sensibilisation effectuée par le réseau de postes de la diplomatie belge via :</p> <ul style="list-style-type: none"> La sensibilisation et participation active dans les campagnes suivantes : ' She Decides' (mouvement réunissant des personnes influentes et des organisations la société civile lancé par une conférence internationale le 2 mars 2017 à Bruxelles en réaction à la Global Gag Rule remise en vigueur par le Président Trump) et '#ShelsEqual' (campagne de 6 mois lancée en marge des European Development Days le 5 juin 2018 à Bruxelles, par Global Citizen et avec la Belgique et le Luxembourg, destinée à collecter 500 millions USD afin d'avoir un impact positif sur les vies des femmes et des filles dans une large variété de domaines : santé et droits sexuels et reproductifs, santé maternelle et infantile, eau et hygiène, nutrition et sécurité alimentaire, problématiques liées à la migration, empowerment économique, etc...).

									<ul style="list-style-type: none"> La mise en œuvre de la stratégie « genre et développement » de la coopération belge et de son plan d'action dont l'une des priorités est de promouvoir le leadership féminin ainsi que leur empowerment économique notamment via le travail décent et les opportunités entrepreneuriales. La mise en œuvre de la loi sur le gender mainstreaming de 2007.
26	Accorder une attention particulière à la ratification d'une série de conventions de l'OIT ayant trait à la santé et la sécurité au travail	I	PO 3	5-16	SPF Emploi Régions & Communautés	SPF Emploi : <ul style="list-style-type: none"> La Belgique a ratifié la Convention n°167 sur la sécurité et la santé dans la construction et la Convention n°170 sur la sécurité dans l'utilisation des substances chimiques sur les lieux de travail (ratifiée le 14 juin 2017). Concernant la Convention n°187 relative au cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, la loi portant assentiment à cette Convention a été adoptée au niveau fédéral. Toutefois, la Convention n°187 est mixte et relève donc aussi de la compétence des Communautés. A l'heure actuelle, la ratification par la Belgique de la Convention n°187 nécessite encore l'assentiment de la COCOF. Région Bruxelles-Capitale : Hub. Brussels analysera les manières de matérialiser cette action.	SPF Emploi : La Belgique a ratifié la Convention n°187 relative au cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail le 31 mai 2018.		
27	Sensibiliser les entreprises belges à la problématique de la corruption et renforcement des engagements belges sur cette thématique	I	PO 3	16	SPF Affaires étrangères et SPFs concernés	SPF Economie : Le PCN, en partenariat avec d'autres acteurs privés, a organisé une conférence avec la publication d'une brochure Guide anticorruption pour les entreprises belges à l'étranger en décembre 2016. Cet événement a été réitéré en décembre 2017 avec la parution d'une nouvelle brochure ciblant les PME, Une PME de confiance rejette la corruption : pourquoi, comment ? .	SPF Affaires Etrangères : Mission économique au Mexique 2019 * Utilisation des postes diplomatiques belges pour sensibiliser les entreprises belges au problème de la corruption d'agents gouvernementaux dans les transactions commerciales internationales. Dans le cadre de cet exercice, notamment, le guide anti-corruption destiné aux entreprises belges à l'étranger a été distribué via le réseau des postes diplomatiques. * Organisation de l'événement Responsible Business Conduct sur le thème de la "corruption" lors de la mission économique belge au Mexique, prévue pour février 2019 * Organisation d'un débat avec la société civile dans le cadre du second cycle d'examen de la Convention des Nations Unies contre la corruption (débat organisé en mai 2018 au SPF Affaires Etrangères). BE a ratifié le Transparency Pledge de la UNCAC Coalition et s'engage au travers de cette adhésion à une transparence du suivi et des résultats du second cycle d'examen de l'UNCAC (publication du calendrier évaluation, débat avec la société civile, publication du rapport...) * Sur base du MoU conclu entre le SPF Affaires Etrangères et le SPF Justice en octobre 2015, le SPF Affaires Etrangères a transmis au SPF Justice des cas présumés de corruption internationale relatés par nos postes diplomatiques à l'étranger impliquant des entités belges à l'étranger. Ce canal de diffusion des informations a permis l'ouverture d'enquêtes en cours près le Parquet Fédéral de Belgique. * BE a soutenu l'ONUDC dans des projets liés à la lutte contre la corruption par : <ul style="list-style-type: none"> Une contribution volontaire de 2.000.000 USD pour « <i>Global Programme for Combating Wildlife and Forest Crime and corruption in Arica</i> » Une contribution volontaire de 2.000.000 USD pour le "Trust Fund for Victims of Human trafficking, especially women and children" Une contribution de 150.000 euros pour le projet "Strengthening the rule of law and fight against corruption in the Sahel region" Une contribution de 100.000 euros pour le projet "support of the implementation of the Stolen Asset Recovery Initiative" 	SPF Affaires Etrangères: Un séminaire consacré aux mesures liées à la Due Diligence dans la lutte contre la corruption a été organisé durant la mission économique belge menée au Mexique en février 2019.	
28	Exécution du Plan d'action flamand "Entrepreneuriat international durable 2014-2015-2016" (« Duurzaam Internationaal Ondernemen 2014-2015-2016 »)	I & II	OP 3C, 3D, 8 & 18	5 12 12 17	Région Flamande	Information non communiquée		Le plan d'action du Flanders Investment and Trade sur le i-CSR pour la période 2019-2020 a un double objectif : (1) ODD : traduction concrète en directives applicables dans la pratique pour les entrepreneurs internationaux flamands et élaboration de propositions d'ancrage dans les stratégies commerciales internationales des entreprises flamandes ; (2) Encourager tous les entrepreneurs internationaux flamands (pas seulement ceux établis à l'étranger) à adopter une approche de chaîne intégrale (fournisseurs et sous-traitants, y compris ceux qui se trouvent en dehors des pays de croissance de l'UE) par le biais d'une sensibilisation approfondie, de la fourniture d'outils et d'instruments et de la présentation de bons exemples.	
29	Faciliter la circulation des connaissances dans le domaine des Droits de l'Homme et de la RSE	I & II	PO 3 & 17	8-16	Région Wallonne	Information non communiquée		Information non communiquée	
30	Exploiter l'existant au niveau européen	I	3	8-16	Région Wallonne	Information non communiquée		Information non communiquée	
31	Mettre en avant les pratiques exemplaires des entreprises	I	3	8-16	Région Wallonne	Information non communiquée		Information non communiquée	
32	Former les entreprises dans le domaine du respect des Droits de l'Homme	I & II	PO 3 & 18	8-16	Région Wallonne	Information non communiquée		Information non communiquée	
33	Importation, exportation et transit d'armes, de munitions, de matériel	I	PO	12-17	Région Flamande	Information non communiquée	Région Flamande :	Région flamande :	

militaire et de maintien de l'ordre et de biens à double usage		3A, 3C, 7, 10B & 10C			<p>* Optimisation du décret sur le commerce des armes et du décret sur le commerce des armes: cette action est terminée. Toutes les propositions mentionnées ont été mises en œuvre.</p> <p>* Assistance aux entreprises flamandes dans le développement ou l'amélioration de leurs programmes de contrôle interne afin de garantir le respect des procédures de contrôle des exportations: le gouvernement flamand a pris diverses initiatives, notamment un manuel et une page web renouvelée à ce sujet (https://www.fdfa.be/nl/internal) programme de conformité).</p> <p>* Promotion du traité des Nations unies sur le commerce des armes: le gouvernement flamand a récemment versé une contribution de 20 000 euros au fonds fiduciaire volontaire du traité. Cela sert à aider les États parties qui ont besoin d'assistance pour appliquer la Convention.</p>	<p>Des mesures ont été prises dans le domaine des programmes de contrôle interne, notamment des lignes directrices pour les prestataires de services logistiques et des audits plus poussés des programmes de contrôle interne des entreprises de défense.</p> <p>La Région flamande a de nouveau contribué à hauteur 20 000 euros au fonds d'affectation spéciale volontaire du traité sur le commerce des armes.</p>
--	--	-------------------------------	--	--	---	--

Conformément au processus de suivi prévu dans le 1^{er} PAN E&DH, une évaluation à trois ans a été réalisée le 23 mai 2019 en concertation avec les parties prenantes belges.
Toutes les informations et résultats émanant de ce dialogue sont disponible sur : <https://www.developpementdurable.be/fr/themes/business-human-rights/dialogue-des-parties-prenantes-pan>

UN GP's B&HR: United Nations Guiding Principles on Business and Human Rights

PO: Principe Opérationnel

RW : Région Wallonne

RF : Région Flamande

RB : Région Bruxelloise

CIDD : Commission Interdépartementale pour le DD

RSE : Responsabilité Sociétale des Organisations

PCN : [Point de Contact National en Belgique de l'OCDE](#) auprès du SPF Economie

IFDD : Institut fédéral pour le Développement durable